

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES



**Fourniture, pose et maintenance d'un panneau d'affichage numérique
sur la Commune d'Ornex**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres

Vendredi 07 février à 17h

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

1.	Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1	Objet de la consultation	3
1.2	Étendue de la consultation.....	3
1.3	Décomposition de la consultation.....	3
1.4	Conditions de participation des concurrents	3
1.5	Visite sur site	3
2.	Conditions de la consultation	3
2.1	Durée du marché - Délais d'exécution	3
2.2	Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives	4
2.3	Délai de validité des offres	4
2.4	Mode de règlement du marché et modalités de financement	4
3.	Contenu du dossier de consultation.....	4
4.	Présentation des candidatures et des offres.....	4
5.	Sélection des candidatures et jugement des offres	5
6.	Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	6
7.	Renseignements complémentaires	7

1. Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation concerne la fourniture, la pose et la maintenance d'un panneau d'affichage numérique sur la Commune d'Ornex.

La description et les spécifications techniques attendues sont indiquées dans le cahier des clauses particulières (C.C.P.).

1.2 Étendue de la consultation

La consultation est une procédure adaptée ouverte (art 42 2 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, dans le cadre de cette procédure, d'engager des négociations avec les 3 premiers candidats du classement suite à l'analyse des offres. Bien qu'envisagée, le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à l'ouverture de cette phase.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre ou sur certains éléments précis tels que le prix, les délais, la qualité des produits proposés ou sur différentes garanties supplémentaires.

Elle se déroulera par entretiens auxquels les candidats invités à négocier devront répondre dans le délai imparti précisé dans un courriel.

1.3 Décomposition de la consultation

Le marché est unique et sera attribué à un opérateur économique.

1.4 Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire afin de s'assurer de la bonne exécution du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 Visite sur site

Une visite sur site est préconisée : les candidats prendront rendez-vous avec la Directrice des Services Techniques :

Evelyne HUSSELSTEIN - 06 80 62 49 77 - dst@ornex.fr

Mairie d'Ornex – 04 50 40 59 40

Une attestation de visite sera remise et devra être jointe à la réponse du candidat.

2. Conditions de la consultation

2.1 Durée du marché - Délais d'exécution

Le présent marché prend effet à compter de sa notification.

Le panneau devra être installé et en fonction au plus tard le 15 mai 2020 ; la pose devra se faire en coordination avec le chantier de la mairie actuellement en cours.

2.2 Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Le candidat choisi de présenter en offre de base un panneau correspondant aux spécifications du cahier des charges.

Les variantes sont autorisées.

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : ressources propres.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.),
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le site de la mairie d'Ornex : <https://www.ornex.fr/>

Et à l'adresse suivante :

<https://marchespublics.ain.fr/>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4. Présentation des candidatures et des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, pièces telles que prévues aux articles 48 et 49 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Pièces de la candidature :

DC1,

DC2,

OU

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 323-1 du code du travail;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

ET

- Déclaration appropriée de banque et/ou par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelles du ou de leur(s) responsable(s).

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ;

Il est également demandé :

- Un dossier de présentation de l'équipement proposé,
- Une intégration paysagère de l'équipement proposé,
- Des copies des écrans du logiciel proposé permettant de juger de la facilité d'usage de l'application,
- Un mémoire technique détaillé comprenant le coût d'usage de l'équipement : garantie, maintenance (matériel et logiciel), coût d'entretien, consommation électrique (la commune a mis en place une charte de l'environnement),
- Un devis détaillé,

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- Un acte d'engagement (A.E.) à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché,

5. Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Prix de fourniture et pose de l'équipement	35%
Valeurs techniques: -performance du logiciel de contrôle du panneau -qualité du matériel propose, esthétisme et integration dans l'environnement -délai de livraison et installation	50%
Coût d'usage	15%

Le prix sera noté sur 3,5 points par application de la formule suivante :

= (offre moins disante / offre du candidat) X 3,5

La note minimale est de 0/3,5.

La note technique sera établie au vu du mémoire technique remis par l'entreprise par l'attribution de points.

Cette note sur 10 sera affectée du coefficient de pondération 0,50.

Le coût d'usage sera évalué sur 1,5 points par application de la note suivante :

= (coût d'usage le plus faible / coût d'usage du candidat) X 1,5

La note minimale est de 0/1,5.

Le coût d'usage sera le coût calculé sur 10 ans et par année au vu du mémoire technique détaillé fourni par le candidat précisant le coût de maintenance du logiciel et de l'équipement, la garantie, l'abonnement GSM, le coût d'entretien, la consommation électrique.

Au terme de la notation seront additionnées les notes obtenues. Ainsi, chaque candidat aura une note sur 10. L'offre la plus avantageuse sera celle ayant la meilleure note.

Il est précisé que la note 0 n'est pas éliminatoire.

Les dispositions proposées par le candidat et figurant au mémoire justificatif de l'offre seront rendues contractuelles lors de la mise au point du marché pour celles qui ne remettent pas en cause directement ou indirectement le cahier des charges.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète pourra être immédiatement écartée. Le montant pris en compte pour l'analyse des offres est celui indiqué dans l'acte d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats ayant présenté les meilleures offres.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article R.2144 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

6. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Le dossier sera transmis électroniquement sur la plateforme Marchés publics de l'Ain :

<https://marchespublics.ain.fr/>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Un fichier distinct pour chaque enveloppe est exigé pour la remise des plis électroniques. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

7. Renseignements complémentaires

Si les candidats ont besoin d'informations complémentaires, la plateforme des marchés prévoit une rubrique spécifique où les candidats peuvent poser leurs questions.

Les réponses à ces questions seront publiées pour que l'ensemble des candidats intéressés par le marché y aient accès, dès lors que la réponse peut apporter une connaissance spécifique ou un avantage à un candidat pour la compréhension du projet.

Chaque candidat peut donc librement s'adresser à l'acheteur public, sous réserve d'avoir au préalable lu l'ensemble des documents de la consultation pour s'assurer que la réponse n'y figure pas déjà.